

Monsieur le Bourgmestre,

Vous le savez mieux que nous : à l'heure où Bruxelles est menacée par le séparatisme et toujours sous-financée par un État méprisant et prédateur, son unique gage d'avenir est la présence sur son territoire d'une série d'institutions internationales. Mais le statut de capitale internationale de notre région est en péril, le cœur de l'Europe se déplaçant toujours plus à l'Est. Il nous faut donc mener des politiques dignes d'une ville ambitieuse et dynamique, capables de retenir les institutions internationales et d'attirer davantage de ménages aisés pour mieux contribuer à son développement. D'autant que d'autres villes, à quelques centaines de kilomètres à peine, ne lésinent pas sur les moyens pour renforcer leur attractivité métropolitaine.

C'est pourquoi nous, signataires de cette lettre ouverte, avons le devoir de dénoncer les freins qui empêchent les grands projets urbanistiques de se déployer pleinement à Bruxelles, les lourdeurs qui y étouffent l'esprit d'entreprendre, brident l'imagination des urbanistes et condamnent les grands noms de l'architecture à la plus banale médiocrité.

Certes, votre présidence du gouvernement pendant près de 20 ans a contribué à mettre Bruxelles sur les bons rails et nous vous en sommes reconnaissants. Des quartiers entiers ont été dédiés aux institutions européennes ; certains transformés en quartiers d'affaires où la production de bureaux et d'hôtels n'est pas prête de s'arrêter ; d'autres, jadis malfamés, attirent aujourd'hui artistes, classes moyennes et expatriés. Depuis quelques années, Bruxelles a enfin son casino. Sa première tour de logements de luxe est en train de sortir de terre. De nouveaux centres commerciaux sont planifiés. Un nouveau stade et un musée d'art contemporain viennent d'être annoncés... Bref, Bruxelles bouge.

Mais à quelle allure ? Au XXI^e siècle, la capitale de l'Europe offre encore un visage sinistré. Les rives du canal ? Toujours bordées d'industries crapoteuses. Le quartier de la gare internationale du Midi ? Il a fallu près de 20 ans à la Région, sous votre pilotage, pour en exproprier quelques centaines d'habitants : à l'époque de l'État national, quelques années avaient suffi pour exproprier plus de 15.000 ménages du quartier Nord. À la sortie du TGV, bureaux et hôtels neufs n'ont pas eu raison d'îlots entiers où règnent l'alcoolisme et l'insécurité et qui constituent le premier contact des touristes et hommes d'affaires avec notre ville. À deux pas de là, malgré sept contrats de quartier, Cureghem continue à abriter un abattoir qui répand quotidiennement son odeur nauséabonde, tandis qu'à ses côtés tout un quartier a pour seule fierté d'être la plaque tournante du commerce international d'exportation de voitures d'occasion. Et que dire du nouveau morceau de ville promis à Tour & Taxis ? Après des années de tergiversations politiques et de tracasseries bureaucratiques, il peine encore à poindre le bout de son nez... Nous pourrions ainsi multiplier les exemples d'occasions urbanistiques manquées.

Les grands projets urbains, nécessaires au développement international de Bruxelles, se heurtent systématiquement à différents maux qui gangrènent notre Région. Les ambitions des investisseurs sont ainsi bloquées puis revues à la baisse. Pourtant, vu la petitesse de notre territoire, les occasions de tels gestes redessinant notre capitale sont très rares. Elles n'en sont que plus précieuses.

Dès lors, nous comprenons mal votre position sur le dossier du déménagement des prisons de Saint-Gilles et Forest. Au départ : un Masterplan de l'État fédéral visant à augmenter la capacité carcérale en Belgique et prévoyant de doter Bruxelles de la plus grande prison du pays, à construire sur les vertes plaines de Haren (ce que ni vous ni

nous n'allons déplorer, ces terrains ne servant jusqu'à présent qu'à quelques centaines d'habitants et à de rares amateurs de nature). Une chance pour notre région, d'autant que l'édification de ce méga-complexe pénitentiaire devrait entraîner le déménagement des prisons actuelles, libérant 10 hectares de terrains exploitables en pleine ville et créant ainsi une opportunité exceptionnelle de développement urbain !

Or, quelle n'a pas été notre surprise et notre déception de constater que votre voix s'était jointe au concert de lamentations passéistes qui condamne d'avance tout projet d'envergure à cet endroit. « Je ne veux pas que cette zone laisse la place à des tours à bureaux », avez-vous déclaré (1). « Je préférerais du logement. On pourrait même tracer de nouvelles rues là où se trouvent les ailes de la prison actuellement ».

Et pourquoi pas, tant que vous y êtes, recréer des impasses et des fontaines, installer des bancs publics, des ateliers d'artisans ou des épiceries ? On croit rêver... Vous, l'auteur du Plan de développement international de Bruxelles ! Vous, qui avez poussé fonctions internationales, bureaux, centres de congrès, stades, densification et modernité dans toutes les zones décrétées stratégiques par vous-même ! Que ne salivez-vous donc devant les potentialités de ces 10 hectares ? Que ne rêvez-vous d'y ériger l'un de ces « pôles de développement métropolitain » nécessaires, selon vos propres plans (2), à combler « les besoins tertiaires liés au rayonnement international de Bruxelles et à ses rôles de capitale internationale » ?

Vous qui êtes voisin direct de la prison de Saint-Gilles, auriez-vous donc été touché par le NIMBYsme (« Not In My BackYard »), ce syndrome qui paralyse la ville et que vous avez pourtant combattu à maintes reprises au cours de votre carrière ? La crainte d'un « traitement énergique » (3) se retournant contre les riverains, comme au Midi, aurait-elle eut raison de vos idéaux ? Sans doute n'êtes vous plus « que » bourgmestre d'une commune, Saint-Gilles, mais cela ne justifie pas de céder à la tentation affligeante du sous-localisme. On attend de vous, qui symbolisez notre région, d'incarner en toutes circonstances l'impérieuse défense de l'intérêt supérieur.

Le site des futures ex-prisons doit résolument être dédié à la réalisation d'un grand projet, l'un de ceux qui bouleversent la ville et chamboulent les paysages... On pourrait y dresser, comme vous le préconisez pour d'autres quartiers (2), un « signal urbain », un ensemble de « tours iconiques », un « cluster de bâtiments élevés » rivalisant avec la City londonienne ! Un stade ? Un centre commercial ? Un nouvel hémicycle pour le Parlement européen ? Une place à votre nom ! Le tout agrémenté d'une station de métro, et pourquoi pas d'un tunnel afin d'enterrer le trafic automobile que ces nouvelles fonctions ne manqueront pas de générer.

Bien sûr, tout cela pourrait prendre des proportions imprévues et causer quelques effets collatéraux, comme l'expropriation des riverains. De toutes façons, il est déconseillé d'habiter à côté d'un chantier de cette taille qui durera plusieurs années, et il n'est pas digne d'un homme de votre rang de vivre dans les bruits assourdissants des pelleteuses, les vibrations, la poussière, ni de subir l'incertitude et l'humiliation de pénibles procédures d'expropriation .

Sans doute seriez-vous mieux inspiré de céder, toutes affaires cessantes, votre maison à l'amiable. La Région n'aura probablement pas les moyens de l'acquérir à sa pleine valeur, certes, mais il faut bien qu'elle puisse engranger une conséquence plus-value lorsqu'elle revendra le terrain nu à des investisseurs privés.

Nous sommes convaincus que vous qui nous avez montré la voie, comprendrez que la logique du développement international ne souffre aucune exception, pas même dans votre

quartier.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, veuillez recevoir, cher Bourgmestre, nos excuses anticipées pour ces éventuels petits désagréments.

(1) « La Libre Belgique », 05/03/2012.

(2) Projet de « Plan régional de développement durable », 2013.

(3) « Le Soir », 1983.

Lettre ouverte parue dans le n°8 de « [Kairos](#), journal antiproductiviste pour une société décente ».

Envoyée anonymement, son contenu n'engage pas la rédaction de « Kairos ».